

UDT 2005 : Rapport d'Alexis Arette

ORANGE-UNIVERSITE. 30 août 2005.

Atelier Agricole : Rapport d'Alexis Arette.

Président d'honneur de la Fédération Française de l'Agriculture.

Etat de situation :

A qui venait lui présenter une requête, le Maréchal Foch coupait court aux préliminaires pour demander : "*De quoi s'agit-il ?*". Nous allons opérer de même. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de traiter de la situation Agricole, celle que lui a faite la politique suivie depuis un demi-siècle, et si cette situation met les agriculteurs en état de faillite, de définir une autre politique.

Et d'abord qu'est-ce que l'Agriculture, c'est la science qui permet de faire valoir la terre sans l'épuiser, pour nourrir, vêtir, soigner, et assurer la promotion des hommes.

Comme toutes les industries, l'Agriculture dépend des conditions de production qui sont données par la nature des sols et le climat. La science Agronomique vise à en diminuer les contraintes, par l'amélioration des terres, les équipements, et l'adaptation et la bonne tenue des espèces.

En second lieu, l'agriculture dépend de la place que lui accordent les pouvoirs publics dans la société. Si la société est morale, si elle vise à qualifier les hommes, nous aurons une Agriculture orientée vers le faire-valoir et la concurrence de la qualité. Si la société est laïciste, nous aurons une agriculture orientée vers l'exploitation et la concurrence de la quantité. Dans ce cas là, elle devient immédiatement sujette du négoce, des trafics, des manipulations du marché, et des investissements usuraires. C'est cette orientation qui est le fait dominant du dernier demi-siècle. J'insiste sur le terme dominant, car il est actuellement une réaction vitaliste qui se fait jour sur les bases solides de la biologie et de l'Ecologie, et qui contrarie la société de gaspillage, établie par le Libéralisme, comme la société d'incompétence que nous vaut le socialisme. Et curieusement on continue à appeler "Economie", cette façon absurde de dépenser inconsidérément le travail de l'homme, et les ressources de la planète!

Nous avons été affrontés au fait de la Révolution dite industrielle, qui procède de l'accélération des sciences appliqués. Quelles en ont été les conséquences Agricoles ?

1) Dans les nations développées, pour la première fois dans l'histoire connue, nous sommes passés d'un état de pénurie, à un état d'abondance, et même à un état d'excédents. Attention, je précise bien "dans les nations développées", car en fait pour que le monde mange à sa faim, il faudrait tripler la production actuelle. Cela fait que 25 000 enfants meurent de faim chaque jour! La loi du négoce ne peut en tenir compte, puisque ces enfants ne sont pas solvables! Cela fait aussi que, plus le négoce enrichit les uns, plus le nombre des affamés augmente.

2) Dans les Etats soumis à la loi du négoce, nous avons abouti à la baisse qualitative des productions, et à l'élaboration de produits semi chimiques, nocifs à la longue à la santé des gens . Nous en voyons les conséquences dans la prolifération de l'obésité juvénile : Aux Etats-Unis, un conscrit sur trois est refusé pour cause d'obésité. Par ailleurs, on voit apparaître des maladies dites "de progrès", qui conduisent à des équarrissages massifs : Le cas de la Vache folle, ou de la grippe aviaire par exemple. De ce fait, le maintien de la santé publique devient de plus en plus coûteux, ce qui augmente le déficit de la Sécurité sociale.

3) La lutte pour la concurrence exige des équipements de plus en plus performants, pour produire plus et plus vite. D'où investissements accrus pour s'équiper, donc endettement, puis surendettement pour dépasser la capacité du concurrent. Or en agriculture, comme selon la méthode définie par le financier Rueff, le "*mécanisme des prix, pour remplir son office, devait infliger aux Agriculteurs un niveau de vie inférieur à celui des autres catégories sociales*" afin de les inciter à changer d'activité, il en est résulté une vassalisation totale de l'Agriculture, par le surendettement, les plans de production, les organismes d'encadrement, et finalement les primes ,qui substituées au prix correct des denrées, déterminent la faillite, ou la survie des exploitations.

Telles sont les conséquences du matérialisme économique, qui n'a pas d'autre morale que la loi du plus fort, lequel est aujourd'hui celui qui détient le capital, et qui établit l'intérêt du capital, dont les

premiers pères de l'Eglise, d'Origène à St Augustin et St Thomas, estimaient qu'il était "Parricide et Matricide!"

Le génocide.

En 1925, le premier ministre belge, Aloys Van de Vyvere avait écrit :

"Les progrès de la science sont si rapides, qu'avant 1950 l'Agriculture aura disparu de la surface de la terre, sauf peut-être chez quelques peuplades arriérées, car l'homme sera en mesure d'inventer chimiquement toute la nourriture dont il aura besoin".

Ce n'était pas de l'humour Belge. La guerre allait contrarier un temps ce joli programme., mais il ne serait pas abandonné.

En 1956, le professeur Moraze donnait le ton de ce qui serait entrepris :

"Il convient d'agrandir systématiquement les exploitations, et de réduire massivement la population des campagnes !"

Le Syndicalisme, encore libre, allait qualifier ce programme : *"La déportation volontaire du paysan planifiée par ordonnances"* (L'information Agricole - Janvier 1955.)

Voyons, très rapidement le Processus qui en France, a précipité l'agriculture dans le couloir de contention des bovidés promis à l'abattoir.

Totalement circonvenu par les Synarques, dont le Pape en les condamnant avait déclaré qu'ils étaient capables *"des plus grands crimes"*, le général De Gaulle, avait avalisé la politique de déportation paysanne dans son discours du 13 Décembre 1965 ou il déclarait :

"L'industrialisation a créé ce problème immense d'un transfert de notre population de notre Agriculture à notre industrie. Ce transfert naturellement, on peut le trouver regrettable. On peut en avoir du chagrin. Mais c'est comme ça ! Le fait étant ce qu'il est, il importe que la nation s'en accommode !"

Ainsi, De Gaulle entérinait dans une sorte de "National fatalisme", ce qu'avait déclaré Pisani : *"La ville et l'usine imposent leur loi !"*

Comme il y eut des remous, la brute galonnée se laissa aller à un bon mot .Il déclara : *"Les Paysans, c'est comme les anciens combattants : Quand il n'y en aura plus, le problème sera résolu!"*

On crut à une boutade. C'était un programme. Il est toujours d'actualité, puisque les deux rapports du R.P.R. que j'ai eu en main, l'un signé de Pasqua, en 1988, l'autre signé Chirac en 1989, prévoyaient à 300 000 la réduction du nombre des agriculteurs pour l'an 2000.. Le génocide a été manqué de peu, mais il est en bonne voie, puisque sur trois Agriculteurs qui partent, un seul est remplacé!

Le Général trouva des exécutants dévoués pour ses basses œuvres. Ce furent :

Edgar Pisani, qui rallia les socialistes à cette politique, et proposa la nationalisation des terres Agricoles.

Le brave Antoine Pinay qui y rallia la bourgeoisie, et fit toute sa politique financière en refusant la garantie sur les prix Agricoles.

Comme la réaction paysanne menaçait d'être violente, le parjure Michel Debré déclara superbement : *"Il n'y a pas de problème Paysan, mais il y a des activistes parmi les paysans!"*

Debré avait été le Ganelon de l'Algérie Française. Fort de son expérience, il chercha un Ganelon parmi les paysans, et il le trouva avec un certain Michel Debatisse, Président du Cercle des Jeunes Agriculteurs qui accepta de déclarer :

"L'Agriculture est une charge (pour l'Etat.) Elle occupe 17 % de la population active, il n'en faudrait que 6%." Et il ajoutait : "Nous sommes d'accord pour réduire le nombre des agriculteurs !"

En somme, sous d'autres prétextes le gaullisme et ses gilets rayés réalisait la directive de Lénine : *"Il faut arracher les paysans à l'idiotisme de la vie des champs!"*

Fort de cet appui, Debré allait faire du Cercle des Jeunes Agriculteurs, le cheval de Troie du Syndicalisme. C'est ainsi que le Cercle qui groupait quelques milliers de jeunes, fut trois fois plus subventionné que la Fédération des Exploitants qui en comptait à l'époque 800 000. C'est ainsi que l'on put former les cadres de ce fameux " progrès " qui allait désertifier les campagnes, en mettant en faillite une ferme tous les quart d'heure. D'environ 5 Millions de paysans après la guerre, nous sommes passés à 600 000 dont moins de 300 000 à plein temps.

Or, dans les années 60, alors que la paysannerie représentait encore 8% de la population, elle ne percevait que 4% du revenu national! La république égalitaire ne lui volait que la moitié de son dû! Il faut dire que les dirigeants Agricoles qui ont accepté de se ventrouiller devant le régime ont tous été hautement récompensés, par des postes au conseil Economique et social,, ou dans les directions Coopératives subventionnées, ou même par des postes ministériels, comme c'est le cas de l'actuel ministre Jacob, qui, comme son homonyme Biblique a bien très bien acheté son plat de lentilles.

Résumant cet état d'esprit, en 1981, le Congrès des Journalistes Agricoles déclarait :

"Aux yeux de nombre d'intellectuels et de décideurs, l'Agriculture venue du fonds des temps est une activité résiduelle, la survie d'un monde archaïque, à cent lieues de l'idéologie dominante dans la civilisation industrielle du progrès et de la technique triomphante".

Sur cette évolution, Henri Mendras, un sociologue attentif aux problèmes Agricoles à pu porter ce jugement :

"A l'origine, les syndicats Agricoles ont été des modèles d'inventivité et de courage. Depuis 1970, ce sont des criminels. Dans un bon système, leurs dirigeants auraient du être pendus haut et court!"
De toute évidence, nous n'avons pas un bon système, mais il ne faut pas désespérer...

Le plan Synarchique exigeait que, pour rendre totalement les Agriculteurs dépendants de l'Etat, on substitue au revenu par les prix, un système de subventions, modulables à merci. Ce Système à fait qu'aujourd'hui, 20% d'Agriculteurs, se partagent 80% des subventions de Bruxelles. Comme les privilégiés se trouvent sur les fermes mobiles des plaines du nord de la Loire, et que les fermes désavantagées se trouvent sur les fermes ancestrales ou du sud, ou périphériques, ces primes ont joué en faveur du déracinement rural. La tradition rurale n'est vivante que dans les régions de propriété, celle-ci fut-elle exigüe, et non pas sur les terres de location. En sus, les terres du sud, et les terres périphériques sont en sus des terres à forte vocation identitaire, le sentiment de spoliation tourne au ressentiment anti-National. Ce sont là des éléments de trouble qu'il ne faut pas négliger. Je reviendrais plus loin sur ces chiffres.

Les excédents.

Après avoir favorisé la productivité ruineuse à outrance, afin de justifier de nouvelles réductions des prix Agricoles, les satrapes de l'état se sont plaints que nous croulions sous le poids des excédents. . C'est vrai que notre marché peut paraître saturé. C'est vrai que plusieurs secteurs se plaignent d'une masse importante d'invendus. Mais en fait, ces excédents de marché ne proviennent pas de ce que nous produisons, mais de ce que nous importons! Et en cela, nous touchons au primat de la politique industrielle française qui joue sur des contreparties malhonnêtes. C'est à dire que contre l'exportation de notre industrie technologique, nous acceptons d'importer des produits Agricoles dont nous n'avons pas besoin. J'ai entendu un jour, un directeur des services Agricoles des Pyrénées Atlantiques, me préciser ceci, alors que je m'étais opposé à un de ses projets : *"Sachez bien Monsieur Arette, qu'entre les intérêts Agricoles et les intérêts industriels, je choisirai toujours l'industrie!"* Tel était le sens de la politique suivie par la IV et la Vème République. Les agents de l'Etat commis à l'Agriculture, n'avaient pas mission de sauver les Agriculteurs, mais de moduler les moyens pour s'en débarrasser.

Bien sur, les produits Agricoles dont nous n'avons nul besoin, concurrençaient nos propres produits, mais en sus nous devions les revendre à perte sur les marchés extérieurs. C'est ce qui fit à l'époque la fortune de M. Doumeng le fameux milliardaire "rouge". La revue *V.S.D.* du 30 Octobre 85 nous apprenait que Doumeng venait de vendre aux soviétiques, à 5,25 fr. le kg, 175 000 tonnes de viande que nous avions achetée 22 francs le même kg, et dans le même temps nous passions contrat avec l'Argentine, pour en faire venir 27 730 tonnes supplémentaires!

C'est une histoire de fous ? Non c'est une histoire républicaine!

Les dernières études montrent aujourd'hui que l'Agriculture Française, n'assure plus la totalité de nos besoins. Si nous sommes légèrement excédentaires dans le domaine des céréales tendres, nous sommes très déficitaires en blé dur, nous importons en masse des sous-produits pour la fabrication des aliments du bétail et jusqu'à 80% de notre consommation de protéagineux ! Nous sommes obligés d'importer 30% de notre consommation porcine, et autant de notre consommation ovine. Nous importons 90% de nos lapins, Nous importons 270 millions de tonnes de nos légumes, presque autant de fruits, et 80% de nos fleurs proviennent de Hollande!

Le Ricardisme.

C'est que nous vivons dans un système de marché, pensé par un certain David Ricardo, économiste Anglais du XIXe siècle, qui a développé une théorie économique, à partir de la facilité des échanges. Cette théorie classe le monde en secteurs de production. Elle fait produire les denrées dans telle ou telle partie du globe où son prix de revient est le plus bas. Par le fait que le prix le plus bas est pratiqué là où l'on paie le moins le producteur, cette théorie à favorisé le pillage du tiers monde, comme aujourd'hui elle favorise les délocalisations. Cette théorie n'a évidemment aucune

préoccupation d'ordre moral. Elle est tributaire de l'exploitation de l'homme par l'homme, et de cette belle époque ou en Angleterre, des enfants de 10 ans travaillaient dans les filatures des industriels francs-Maçons, jusqu'à 16 heures par jour!

L'application de cette théorie a été facilitée par le bas prix du pétrole, qui a facilité le transit des marchandises, sur toute la planète. Ainsi s'est élaboré une première forme du Mondialisme, à partir du négoce. Ainsi, l'indépendance économique, qui garantit l'indépendance nationale, a disparu, et l'idée même de la Nation s'en est trouvée dévaluée. Ce qui a été très bien défini par le Synarque Jean Monnet, père fondateur de la communauté Européenne, qui a écrit :

"Les Nations souveraines du passé, ne sont plus le cadre ou peuvent se résoudre les problèmes du présent. Et la communauté elle-même, n'est qu'une étape vers les formes d'organisation du monde de demain.."

Ce matérialisme apparemment pratique va être appuyé par l'utopie démocrate-Chrétienne, qui n'a réussi à émerger qu'à partir des massacres de l'Epuración. C'est ainsi que le hideux prophète mosellan, Robert Schumann, estimera que *"La France a fait son temps : L'heure est venue de dévaluer les frontières et l'histoire des patries"*. Et cela, malgré que, presque dans le même temps, le Pape affirmera devant l'Unesco :

"Veillez par tous les moyens à votre disposition, sur cette souveraineté fondamentale que possède chaque nation. Protégez-là ! Ne permettez pas que cette souveraineté devienne la proie de quelque intérêt politique ou économique!"

Retenez bien que le Pape a dit *"Par tous les moyens !"*

C'est une prescription que vous n'entendez pas souvent rappeler dans nos églises. Personnellement je n'en ai pas besoin, car c'est ce combat qui fait qu'aujourd'hui, à l'âge où on prend plutôt ses pantoufles, je suis avec vous!

Ainsi, la Communauté Européenne se présente comme un prélude au Mondialisme. On en verra les effets anti-nationaux lorsque éclate la crise Européenne de la Surproduction laitière en 1980. Qui surproduisait ?

C'étaient les Hollandais d'abord, qui avaient installé de véritables usines à lait, à partir des produits résiduels des céréales, qui nous arrivaient à bas prix des Etats-Unis, et ensuite l'ensemble des pays du nord qui en profitaient également. Il eut paru normal de pénaliser la production des surproducteurs. Mais non, Monsieur Delors dont le visage lugubre donnait l'illusion du sérieux, appliqua une sanction communautaire. C'est à dire qu'on baissa aussi, la production laitière des nations non excédentaires, comme la France ! Tout de même, le journal "Ouest-France" osa poser cette question au Satrape Bruxellois :

"Pourquoi, ne pas avoir bloqué le développement des usines à lait, plutôt que de frapper tous les producteurs, quels que soient leurs volumes de production ?"

Réponse de la ganache :

"Si on avait fait ce choix on risquait un éclatement de la politique Agricole commune : Les producteurs du Nord notamment s'y seraient opposés."

Autrement dit, c'était : Périssent la France plutôt qu'un principe! Et le principe, c'était que la Mondialisation était dans la nature des choses!

Et oui! Le chien crevé au fil de l'eau, c'est aussi dans la nature des choses!

Cela allait se solder par l'éradication en France de 230 000 producteurs laitiers, qui faisaient du lait avec des herbes, et cela allait permettre aux Hollandais, aux Allemands et à d'autres, de continuer à produire avec des déchets Américains!

Et bien sur, cette politique suicidaire serait approuvée par le Centre des jeunes Agriculteurs, totalement acquise aux utopies socialo Gaullistes et Démocrates Chrétiennes!

Et cette politique Européenne anti-française devait faire que nos exportations laitières en Europe allaient reculer de 2%, alors que les exportations Allemandes croissaient de 48% et les Néerlandaises de 62% ! Sur les marchés extérieurs, nos exportations allaient diminuer de 71%, alors qu'elles étaient multipliées par 4 pour les Hollandais et les Allemands! Voilà la réalité d'une Europe, dont tous les régimes et tous les médias vassalisés affirment qu'elle a sauvé l'Agriculture française.

J'ajoute que cette politique aberrante s'est traduite sur le plan international par les accords de L'Organisation mondiale des Marchés, qui nous obligent à importer 90 % de nos besoins en Soja, que le quart de nos jachères pourrait facilement produire!

Si nos importations se limitaient à ce que nous ne pouvons pas produire, nous retrouverions la logique même de l'économie. Mais aujourd'hui les échanges croisés n'obéissent plus à aucune logique. Voici,

à titre d'exemple, ce que dit M. Aubin dans son ouvrage : *"Croissance : L'impossible nécessaire"* : *"Que transportaient les semi-remorques prises dans l'incendie du tunnel du mont Blanc ? Du papier hygiénique passant de France en Italie, et du papier hygiénique passant d'Italie en France! Des pommes de terre produites aux Pays-Bas, et acheminées vers l'Italie pour y être épluchées à un prix légèrement inférieur et vendues on ne sait où. L'immense territoire des Etats-Unis, est-il a ce point dépourvu d'eau potable que l'on doive faire traverser l'Atlantique a des milliers de bouteilles d'eau minérale ? L'Australie à interdit, vache folle oblige, l'importation de viande bovine Européenne. Ah bon! Parce que l'Australie, immense territoire Agricole, à besoin d'importer du bœuf des Antipodes ? Et en Bretagne, les usines de granit ferment, les une après les autres, car les bordures de trottoir importées de Chine, s'y retrouvent à meilleur marché..."*

Nous sommes en pleine anarchie économique, ce qui fait le jeu du capital, lequel, chaque fois qu'il y a un mouvement financier, prélève l'intérêt du capital, alors que l'argent est fiduciaire, et qu'il ne repose que sur la valeur qu'impose la banque, qui prête un argent de papier qui ne correspond nullement a ce quelle à en dépôt. On a cité des banques canadiennes qui ont prêté 40 fois plus que les dépôts de garantie! Et tout le système fonctionne au profit du Fonds monétaire international, sur cet argent imaginaire!

Comment une formule parasitaire qui à force de Loi dans le monde (N'oublions pas que le F.M.I contrôle 80% des échanges internationaux!) n'engendrerait-elle pas les même effets parasites à tous les niveaux ? Prenons un exemple simple : Je tiens du ministre de l'Agriculture de l'époque, Michel Rocard, une lettre où il reconnaissait que, pendant que l'Agriculture perdait 600 000 actifs, les emplois fonctionnarisés s'étaient accrus de 752.000 postes! Et le même phénomène à lieu même dans la société dite "Libérale" des Etats-Unis, ce qui faisait dire avec humour au député, Griffin, du Michigan :

"Nous demandons qu'en aucun cas, le nombre des fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, ne puisse dépasser un jour le nombre des paysans"...

Or, quelle a été la conséquence première de la communauté Européenne ? La création d'une haute caste de super fonctionnaires et de para fonctionnaires, les députés, qui ont superposé leur coût énorme, aux charges administratives Nationales.

Mais revenons à la fonctionnarisation française par des exemples précis.

Dans son livre, "Le Mal français", Peyrefitte avait avoué qu'il n'avait jamais pu faire appliquer un certain nombre de décrets, parce qu'il existe des systèmes de freinage, dans l'administration qui permettent de retarder les procédures. J'ai vérifié cela, un jour ou je jubilais car j'avais obtenu de Michel Rocard une promesse capitale concernant la liberté des inséminations. Comme j'en parlais à la sortie de l'entretien avec son chef de cabinet, celui-ci fut catégorique : La promesse du Ministre ne serait point tenue. D'après lui, le ministre ne pouvait pas. Je me récriais naïvement :

"Mais pourquoi ?" "Pourquoi, me répondit-il, Mais parce qu'il y a cinquante hauts fonctionnaires qui s'y opposent!"

Je suis entièrement persuadé, que la haute administration des états Européens, est noyauté, à prix d'or, par des organisations internationales, comme la Trilatérale, ce qui explique que nous traitons si mal nos échanges internationaux, et toujours au profit des Etats-Unis!

Cette administration mondialiste enserme le Pays dans un système de contrôle, qui est à son propre service, et non pas au service du pays. Des exemples : Vous savez que les organismes de contrôle Agricole sont devenus d'un poids énorme. De l'IFOCAP, aux SAFER, vous avez 30 organismes qui encadrent la Paysannerie et qui l'orientent. Ainsi un ingénieur Agricole des Hautes-Pyrénées m'avouait un jour : *"Nous proposons des plans de développement aux jeunes agriculteurs. Nous les poussons à emprunter 60, 80, ou 100 millions.(C'était avant l'Euro!) Nous savons qu'ils ne pourront jamais rembourser, mais.. c'est eux ou c'est nous!"*

Il en est ainsi, que les organismes parasites, comme les SAFER, qui n'ont aucune raison d'être, ont vécu en ponctionnant sur le prix des terres, qu'ils étaient censés aménager pour les paysans, comme si ceux-ci n'en étaient pas capables! Et le pire, c'est que c'est le syndicalisme vassalisé qui à lui-même demandé de nouvelles taxes sur les produits agricoles pour assumer l'encadrement des Agriculteurs. C'est ainsi qu'ont été payés par de nouvelles taxes sur leurs produits, a partir de 1971, des offices comme UNIGRAINS pour la gestion des taxes céréalières, l'ONIBEF, pour la viande, le CNIEL pour le lait, et l'ONIVIT pour le vin. En 1977 à la demande de la profession, une nouvelle taxe de coresponsabilité est établie sur le lait. En 1983, à la demande de Luc Guyau président du CNJA. une nouvelle taxe foncière est instituée pour l'installation des Jeunes Agriculteurs, et Monsieur Rocard trouvait ce garçon, je cite *"Précis, constructif, positif et intelligent!"* (Aujourd'hui je crois que Guyau a

été mis en examen, sur les rapports dressés par la cour des comptes, mais je doute que son procès aboutisse) En 1984, cerise sur le gâteau, le Président de la FNSEA, Guillaume, demandait l'extension des taxes parafiscales à tous les produits Agricoles. Ce dont il serait payé par un poste de ministre! Et un an après, Hubert Buchou, revenu plus ou moins d'un long passé d'erreurs Démocrates-chrétiennes, révélait que ces taxes prélevaient, avant tout ensemencement 1438 francs par ha! Or, Rocard dans un élan d'honnêteté révélait devant le Sénat, que les 2 tiers des Agriculteurs vivaient avec un revenu égal ou inférieur au SMIG. Ce prélèvement de 30 000 fr. sur une propriété de 20Ha condamnait donc une famille de paysans modestes, à la misère et à la disparition, tout en aggravant la disparité de ses charges de production vis à vis de ses concurrents Européens. Et j'ai vu de mes propres yeux, une circulaire des services Agricoles de Haute -Saône, où ces prélèvements étaient qualifiés de "Taxes volontaires obligatoires!" Et c'est ainsi Mesdames et Messieurs, que la profession chevauchée par nos énarques, a forgé les chaînes de ceux qu'elle avait mission de libérer !

L'échec européen.

Un jour, dans un dîner privé, Monsieur Pisani me fit très honnêtement l'aveu de ses *erreurs ministérielles*.

"C'est vrai qu'à un moment nous avons cru tout résoudre par les réformes de structures et que nous nous sommes trompés "

Et en effet, l'augmentation de la taille des exploitations, et l'intensification chimique, avaient fortement augmenté la productivité de l'agriculture, mais au détriment de la qualité des produits, et ces gains avaient été néantisés par la baisse continue du prix des productions.

En sus, les pointes de surproduction avaient coûté très cher à l'Europe. En ce qui concerne les stocks de beurre dues aux usines à lait, ils atteignirent à un moment Un Million 200 mille tonnes, dont le stockage coûtait 350 000 francs d'électricité par jour. Au bout de 2 ans, on se décida de déstocker. Avec 4 francs de coût à la production, plus 6 francs de stockage , le kg de beurre revenait à 10 francs le kg. On le vendit aux Soviétiques à 1,50 francs. C'est ainsi que l'économie Européenne vint au secours du Goulag...

En ce qui concerne les céréales, ce furent 30 Millions de tonnes qu'il fallut brader à la moitié du prix payé aux agriculteurs. La gestion de l'Europe s'avérait désastreuse. Le Club de Rome vit le retournement de veste de Monsieur Manshold, qui avait été l'apôtre de la productivité (et l'idole du CNJA) et qui dès lors parla de "Croissance zéro". L'embêtant avec ces repentants, c'est qu'ils avaient gagné beaucoup d'argent et un peu de crédit en se trompant, et qu'ils continuaient de gagner de l'argent , plus la considération des imbéciles en avouant s'être trompés!

L'Europe changea donc son fusil d'épaule. On institua le gel des terres, et les subventions. Mais ne vous y trompez pas : c'était sur l'ordre de la Maçonnerie Trilatérale qui, dans son ivre Vert, ordonnait en 1986 : "Il faut geler les terres du grand Occident!" Ainsi, le revenu Agricole ne fut plus fonction de la production, mais de la superficie et du classement des terres. Cela faisait qu'un céréalier de 300 ha dans la Beauce, touchait Un million de francs d'aides annuelles, même s'il grattait la terre et faisait semblant de semer, tandis qu'un propriétaire de 30 ha en Provence, en Gascogne ou en Bretagne , percevait 100 000 franc. Cela en théorie, car jouait aussi la classification des terres : C'est ainsi que pour les terres riches de l'Eure et Loire, selon ce qu'en dit M. André Ponchon, la prime montait à 2800 francs Ha, mais que pour les terres moyennes de la Haute Vienne, elle n'était plus que de 1660 francs Ha.

En sus, les terres irriguées bénéficiaient d'une surprime de 1000 francs Ha,. Cependant une lettre de François Poncet, dont on connaît l'Européanisme militant, datée de décembre 1991, prétendait que malgré l'augmentation de productivité par l'irrigation, la coût de celle-ci était tel, qu'il pouvait entraîner une perte nette de 3500 francs ha ! Fallait-il que le désastre de cette politique fut évident, pour que Monsieur François Poncet élevé pourtant dans le sérail du profitariat tricolore, s'en inquiète! Et pourtant on a continué cette politique de Gribouille qui consiste à primer l'irrigation de certaines terres pour les faire surproduire, ce qui obligera à payer également pour en mettre d'autres en jachère!

J'ai déjà dit que ces dispositions diverses avaient fait que 20% d'Agriculteurs se partageaient 80% des primes. Un article de presse que je cite de mémoire exposait le cas de deux agriculteurs français exploitant en commun 1000 ha, qui, indépendamment de leur production, percevaient, 8 millions de

subventions annuelles. Le *Reader's Digest* donnait le cas de la princesse Anne d'Angleterre, qui, sur une de ses fermes, touchait 4 Millions de primes! Avec une pareille rente garantie, est-il utile de produire ?

On se demande comment, avec la législation sur les cumuls, deux Agriculteurs peuvent-ils exploiter 1000 ha en France, et l'idée d'une magouille vient immédiatement à l'esprit. Ce n'est pas sur. Il est tout à fait possible que ces terres aient été attribués à ces Agriculteurs, parce qu'il n'y avait aucune autre demande!

Car nous en sommes là! Dans le Gévaudan, la fameuse Bête qui terrorisa les populations jadis, n'aurait guère de quoi manger puisqu'il n'y a plus qu'un citoyen au km carré! Mais quand un système politique décourage à ce point les jeunes Agriculteurs de s'installer, ne donne-t-il pas la preuve de son illégitimité par voie d'incompétence ?

Actuellement, l'Europe semble vouloir adopter une réforme de Monsieur Fischler qui est aussi stupide que les précédentes, puisque les primes sont liées aux comptes d'exploitation de 2000 et de 2002. Pourquoi ces dates ? Mystère. Nous avons vraiment affaire à des crétins ou à des salopards!

Voilà pourquoi messieurs fallait-il voter non au projet de constitution Européenne. Et peut-être voilà pourquoi, pour la première fois depuis un demi-siècle, les paysans en votant non, paraissent avoir compris qu'il fallait stopper le processus mondialiste! Même les paysans bretons qui paraissaient indéfectibles puisque, alors qu'ils venaient de prendre d'assaut les sous-préfectures, ils votaient le lendemain pour les mêmes jean-foutres, même eux ont voté non! C'est un signe d'autant plus encourageant, que nous ne sommes pas gâtés en la matière.

Le possible.

Comment profiter de cette situation politique pour sortir du Système ?

Je vous rappelle tout d'abord, que lorsque éclata le conflit entre De Gaulle et la Communauté Européenne. Pompidou affirma que notre sortie de l'Europe ne changerait rien à notre destin. Rocard confirma ainsi en 1984 :

"Si l'on veut sortir de la politique Agricole commune, autant le dire vite. Ce serait lourd et compliqué. Mais si on veut y rester, il faut savoir que l'on y reste avec d'autres dont les intérêts sont contradictoires aux nôtres!"

Intéressé par ces propos, en tant que président de la F.F.A. je demandais en tête à tête à Rocard : *"Oui ou non, pouvons nous sortir de l'Europe ?"* Il me répondit : "De toute façon, si nous en sortons, c'est à nous que cela coûtera le moins!"

Cela signifiait donc que nous en avons profité le moins ! Ce qui correspondait à tout ce que disait la F.F.A. Et cette situation n'a fait que s'aggraver car notre contribution s'est augmentée dans des proportions énormes :

En 1971, notre contribution était de 1 Milliard 250 Millions.

En 80, elle passait à 16 Milliards, 883 Millions.

En 90, à 56 Milliards 132 Millions.

En 2000, à 98 Milliards 500 Millions. Nous en serons à 130 Milliards en 2006. et l'Alliance pour la souveraineté de la France, chiffre à 20 Milliards, la différence entre ce que nous lui versons et ce que nous en recevons. Or, dites moi quelle est l'utilité de verser davantage pour recevoir moins ?

Et c'est pour cette opération qui nous est préjudiciable que nous participons à l'entretien de 32 000 Fonctionnaires "Communautaires", les seuls pour qui l'Europe est indiscutablement une bonne affaire! N'oublions pas une chose, c'est que les choses vont empire! Comme, conséquences de l'élargissement à l'Est, les subventions agricoles vont diminuer à partir de 2006. Nous risquons à partir de cette mutation d'être déficitaires de près de 30 Milliards, par rapport à nos versements.

On ne sortira pas de l'Europe en sortant du Système Européen, puisque de toute façon nous sommes une nation Européenne, mais il est nécessaire de sortir du système, pour fonder un Comité de Coordination Européen, qui permettra aux Nations de se concerter, mais aussi, chacune pour soi, de prendre ses distances avec l'impérialisme Américain.

Note chance, c'est le "non" à la Constitution, qui a discrédité les partis de Gouvernement, et la Fédération des Exploitants Agricoles, dont le malheureux Président Le Métayer, un des derniers gilet rayé du régime, qualifiait le 28 Juillet le "Non" paysan de "Démagogique et périlleux!" On comprend son ire, car il risque de ne jamais être ministre par aplatissement comme ses prédécesseurs. Je rappelle en effet, que cette Fédération est l'instrument exécutif du Gaullisme et du Néo-Gaullisme. Et c'est pour conserver contre toute morale démocratique, le pouvoir totalitaire du Syndicalisme unique à

sa dévotion, que Chirac déclarait le 21 Janvier 74 :

"... j'attire votre attention sur les graves inconvénients que comporte de façon générale la pluralité syndicale, et particulièrement le risque permanent de surenchère entre syndicats au détriment de la concertation, pourtant si nécessaire entre partenaires sociaux. Les effets du pluralisme syndical dans l'industrie et le commerce, ne me paraissent, de façon générale, avoir servi, ni les intérêts des travailleurs, ni l'intérêt général. Au contraire, l'existence d'un syndicalisme unique, représentatif de toutes les tendances d'esprit fait la force de l'Agriculture. Elle permet en particulier à la concertation entre le gouvernement et les représentants professionnels et syndicaux de l'Agriculture d'être pleinement efficace, dans la mesure où le syndicalisme peut prendre ses responsabilités en fonction des seuls intérêts de ses mandants..."

Je pense que pour mal écrire une telle somme d'âneries, ils se sont mis à plusieurs! Mais comment s'étonner de ce discours Bolcheviste dans la bouche de Chirac, qui fut le premier Ministre Occidental à aller fleurir sur la place rouge la charogne de Lénine ?

Mais là encore, le "Non" a ouvert une voie au nouveau syndical.

Je risque de vous choquer en affirmant que notre chance, c'est la double ou triple crise qui devrait nous atteindre de plein fouet à partir de l'année prochaine.

Elle est latente car l'Europe de la concussion démocratique, ne sait plus quoi faire pour maintenir un nombre minimal d'Agriculteurs à la terre, alors que le carcan qui les enserme n'arrive plus à satisfaire le marché intérieur.

Elle ne sait plus comment faire face au prodigieux pouvoir de production du nouveau bloc Sino-Hindou, qui ne peut être concurrencé, ce qui entraîne des délocalisations en chaîne, avec un chômage que l'on tente de cacher par des emplois fictifs.

Elle ne sait que faire surtout, face à la crise de l'énergie pétrolière dont nous sommes totalement dépendants.

Or dans tous ces domaines, l'Agriculture apporte des possibilités.

Mais disons-le clairement, l'Agriculture ne peut apporter le rééquilibrage dans la société française que si une Révolution Nationale intervient qui changera la donne, et qui, après rétablissement des frontières, orientera l'économie sur les bases de l'Economie ménagère qui procède sur le principe suivant :

"Je te donne ce que j'ai, et que tu n'as pas, contre ce que tu as et que je n'ai pas !"

Ce qui entraîne les règles suivantes :

"On ne produit que ce que l'on peut vendre, on n'importe que ce que l'on ne peut pas produire"

C'est exactement prendre le contre-pied du Ricardisme, dont nous avons vu qu'il accentue l'abominable fossé entre les repus et les affamés, et fait prédominer l'immoralité du trafic, sur la morale politique.

Et sauver l'agriculture Française, en se refusant à importer des denrées que nous produisons, c'est sauver le paysan du Zambèze ou du Burundi , qui produira pour se nourrir, et non pour exporter à bas prix pour satisfaire le capital!

Contrairement aux propos tenus par l'imbécile premier ministre Belge en 1925, la science actuelle a démontré la capacité de l'Agriculture à considérablement varier ses productions.

Non seulement sur le plan alimentaire, on peut mieux résoudre les problèmes nutritionnels par la culture des "mérismes", c'est à dire obtenir des souches non virosées, qui produiront des denrées plus saines et plus abondantes, mais on peut obtenir, comme produits annexes :

Du papier, des agglomérés, des tissus, du plastique biodégradable, des colles, des médicaments et des carburants : Bref à peu près tout, sauf des métaux.

Permettez-moi d'insister sur les carburants, puisque la crise va être en grande partie provoquée par la cherté du pétrole d'abord, et par son épuisement ensuite. Certes on découvrira d'autres carburants, mais en attendant, l'Agriculture peut avoir, au moins une fonction relais.

Je vous signale par exemple, qu'au Hameau de Pau, M. Laplace produit dans sa ferme, sur trois Ha, le carburant-colza qui lui est nécessaire pour alimenter ses tracteurs!

Hier, avec l'énergie à bon marché, la propagande pétrolière, pouvait arguer que les Biocarburants n'étaient pas rentables. Voilà un argument qui s'émousse avec la hausse du prix du pétrole, et surtout avec le fait qu'il y a un semi blocage sur cette recherche. En effet il y a des plantes infiniment plus productives en énergie que les oléagineux, ce sont les Euphorbiacées ! Elles existent à l'état sauvage dans presque toutes les régions de France, et elles ne demandent qu'à être améliorées, car au Brésil, presque tous les transports urbains utilisent le carburant tiré de l'Euphorbe. Or, on n'en parle jamais. Il a fallu que ce soit un journaliste classé parmi les pestiférés de droite, M. Thiollières, qui le premier en

a parlé il y a 10 ans, dans le journal "Militant".

N'oublions pas l'urgence de la situation. Si demain, soit par le fait du terrorisme, soit par la mauvaise volonté des maîtres du terrain, l'approvisionnement du pétrole est suspendu, comme nous avons à peine trois mois de stock, les tracteurs s'arrêteront, la famine gagnera les villes, et ce sera la lutte pour survivre, chacun pour soi, par tous les moyens, avec la menace d'une importante population allogène, que la République ne contrôle pas!

Si je me trompe, qu'on me le dise.

Mais admettons que le temps ne nous soit pas aussi chichement mesuré.

Si nous prenons en compte les incidences liées à la transformation des nouveaux produits Agricoles que je viens d'énumérer, nous trouvons obligatoirement de nouveaux emplois. Et voilà qui ouvre des perspectives sociologiques intéressantes!

Mais voilà : pour faire face à ce nouveau développement qui va nous être imposé par les circonstances, les paysans de France ne sont plus assez nombreux. Et si l'on me dit que cette réinstallation paysanne nécessaire va nous coûter cher, je réponds d'abord : "Est-ce que nous avons le choix ?"

Et puis ensuite on peut poser la question autrement.

Si l'on admet par exemple que les prix à la production agricole doivent être doublés pour inciter les jeunes à choisir la profession d'agriculteur, quelle incidence cela va-t-il avoir sur le panier de la ménagère ?

Et bien les calculs ont été faits. D'abord par la FFA. Mais ils ont été corroborés par le Ministre Rocard, dans l'enquête menée par le magazine *Elle*.

On peut les résumer ainsi : La part du producteur dans le prix des denrées mises en vente par le négoce est de si faible importance, qu'une hausse de 20 % payée à l'Agriculteur, ne se répercuterait que par une augmentation de 1% sur le panier de la ménagère! Prenons un exemple récent : Le prix de la baguette de Pain était hier de 70 centimes. Elle contenait pour seulement 3 centimes de blé payé à l'Agriculteur. Or, la baguette en cours d'année est passée à 76 centimes, sans que le prix du blé ait augmenté, et au seul bénéfice du négoce. Si l'on avait seulement répercuté la moitié de cette hausse sur l'Agriculteur, celui-ci aurait vu son revenu non pas doublé, mais triplé, puisque ces 3 centimes n'auraient inclus aucune charge de production. Or cette hausse du pain n'a pas révolté le consommateur. Elle ne l'aurait pas davantage révolté si la hausse avait bénéficié à l'agriculteur. Cela prouve assez qu'une augmentation minime des prix sauverait l'Agriculture, et que les partis Gaulliste, Socialiste et Centriste qui se sont tous refusés à cette solution, sont des partis entièrement tenus par la crapule synarchique, et qu'ils ont suivi les directives visant à supprimer le plus grand nombre possibles d'exploitations.

A contre-courant, Edith Cresson, qui avait commencé d'assainir la situation, et qui fut liquidée par la pression que la FNSEA exerça sur le fantoche Maurois, avait estimé, en son temps, que pour être autosuffisante en matière d'Alimentation, l'Europe aurait dû mettre en culture 10 millions d'ha supplémentaires. J'ai estimé au temps où j'étais en charge des affaires Agricoles au Front National, qu'il fallait installer 600 000 paysans de plus en France dans les prochaines années, sur des surfaces moyennes, pour faire face aux nouveaux défis consécutifs à la crise prévisible, et éviter la désertification du territoire. Je vous prie d'examiner le raisonnement suivant qui tient à la vitalité des surfaces moyennes.

On admet aujourd'hui, qu'un paysan très bien équipé peut cultiver 300 ha de céréales. Ce n'est possible ni en polyculture, ni en viticulture, ni en fruits et légumes, mais l'idiotisme démocratique n'a cessé de pousser à l'augmentation des surfaces.

Plaçons le cultivateur de 300 ha dans une zone de 3000 ha. 10 Agriculteurs suffiront à sa culture, ce qui, avec les enfants, constituera un groupe de 50 ou 60 personnes. Ce qui est trop peu pour constituer une commune avec des services.

Installons sur la même superficie 90 Agriculteurs sur des fermes moyennes de 30 à 35 ha. Cela constitue une commune de 400 âmes. Assez pour qu'apparaissent des services annexes, avec l'artisan, le commerçant en tournée, le maître d'école, le cantinier, le foyer des jeunes, l'animation festive, bref, l'embryon de la cité avec ses activités autonomes.

Sans doute, ces 90 agriculteurs ne produiront pas beaucoup plus que les 10 premiers, mais ils produiront mieux, ils sauvegarderont mieux l'environnement, leur relation avec la nature sera plus

affective. La véritable écologie y gagnera

Mais surtout, si nous prenons l'hypothèse d'un revenu global similaire dans les deux cas, celui-ci sera, d'un cas à l'autre différemment utilisé.

C'est à dire que dans la communauté la plus nombreuse, on épargnera beaucoup moins que dans la communauté restreinte, mais on dépensera 9 fois plus pour les frais de ménage. C'est à dire que dans ce cas, l'argent circulera comme un élément vivificateur, (ce qu'il doit être!) tandis que dans l'autre cas, il ira grossir en banque le capital usuraire. Or c'est la tare majeure dont notre société est infectée! Voilà à quel choix nous sommes affrontés. Il y a eu certes une bonne intention apparente dans la législation sur les cumuls, mais du fait qu'il y avait une pression artificielle sur les prix Agricoles, ce n'était guère qu'une tentative d'égaliser la misère. Notre projet a nous, dans ses formes régulatrices, doit être promoteur. Il doit empêcher la capitalisation des terres, afin de passer de l'actuelle société de prédation, à une société de service

Nous sommes réunis aujourd'hui à Orange, pour rester en état de service, et pour sortir d'abord de l'Euro fatalisme.

Nous sommes réunis pour faire échec au projet des Etats-uniens, tel qu'a eu le courage de le révéler un secrétaire de la CEE, Monsieur Tran-van-Tinh ; il s'exprimait ainsi :

"La politique Américaine vise à faire disparaître les Agriculteurs, et à les remplacer par des ouvriers Agricoles payés par les Banques et les multinationales."

Car ne croyez pas que les utopistes, qui sont les meilleurs soutiens du capital aient désarmé. En 90, Le professeur à l'école des hautes Etudes, Gauchet, osait écrire :

"Sur nos vieilles terres d'Europe de l'Ouest, l'extinction du dernier paysan est pour bientôt. Le citoyen qui aspire à la cité meilleure, ne peut lui que se réjouir de voir s'éteindre, l'une des espèces les plus irréductiblement rebelles à l'esprit authentique de la démocratie!"

Bien sur les faits répondent d'eux mêmes. On peut simplement avec un peu de tristesse y ajouter avec Brassens : *"Mais il y'a peu de chances qu'on détrône le roi des cons!"*

Redevenons sérieux pour terminer notre état de situation :

Toutes proportions gardées, nous nous trouvons, un peu comme en 1789, devant l'exigence d'une réforme de la société. Car toutes les sociétés ont tendance à se bloquer sur les privilèges de classe. Or au XVIII e siècle, l'Ancien régime avait vainement tenté de se réformer, avec Machault d'Arnouville, l'admirable Turgot, et même avec Necker et Calonne. Mais les privilégiés professionnels, et le racisme nobiliaire, eurent raison de la bonne volonté du Roi. Et une mauvaise récolte déclencha des événements irréversibles... On connaît la suite et comment nous sommes entrés dans le temps des guerres d'enfer

Aujourd'hui, les repus Républicains n'ont rien à envier aux privilégiés d'autrefois. Nous connaissons donc le blocage de la part du profitariat tricolore, à ceci près que la crise est mondiale. Il est cependant un élément moral qui fit défaut à l'ancien régime : C'est que depuis Léon XIII, l' Eglise Romaine s'est reprise, en se désolidarisant des puissances d'argent. Mais il faut bien dire que son influence n'est pas très grande, qu'elle est en partie infiltrée par les loges, et que le rempart sera faible qu'elle pourra opposer aux excès. Pour un peuple laïcisé, et sans repères, il faut craindre que la sagesse sera dure à acquérir. Souvenez-vous de la phrase de mon cher maître Gustave Thibon : *"Dieu n'a qu'un moyen de nous rendre sages, c'est de nous livrer au malheur!"*

Nous allons donc affronter le combat d'Armagedon prévu par les Ecritures, dans de mauvaises conditions de dispersion, si un événement ne vient pas catalyser les énergies nationales. On dit que l'histoire ne repasse pas les plats, mais en fait elle obéit à des cycles, et je sais que le cycle du Laïcisme prédateur, va se terminer dans la tourmente. Pour nous, qui avons reconnu l'arbre a ses fruits, nous sommes assurés que l'épreuve est nécessaire. Bien que notre déchéance, n'ait pas tout à fait atteint les bas fonds de l'Angleterre et de l'Espagne, nous avons déchu de démocratie en pédécratie, comme l'ancien régime était passé de la Royauté de lieutenance, à la Monarchie absolutiste.

Ce que je sais aussi, c'est que des dizaines de groupes parents du notre agissent sur le territoire national, dans la même espérance nationale. Plut au ciel de nous donner très vite, celui qui répètera

pour notre pays les paroles du miracle :
"Allons, lève-toi, prends ton grabat, et marche !"